

L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 10
dimanche 11
avril 1976

No 468
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

40 facultés, 50 IUT en grève pour l'abrogation de la réforme Soisson

A Clermont-Ferrand, Rennes, Paris

Les étudiants en grève s'affrontent aux CRS

Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux Universités, au gouvernement et à toute la classe bourgeoise qui affirme à qui veut bien les entendre que le mouvement de lutte contre la réforme du second cycle n'est pas si massif et que la majorité dans les facultés est favorable à la reprise des cours, les étudiants fournissent un démenti chaque jour plus cinglant.

La bourgeoisie espérait que les vacances de Pâques, survenues au moment où les luttes étaient en plein essor, suffiraient à démobiliser les étudiants. Elle espérait aussi que, s'ajoutant à cette parenthèse dans le mouvement pour l'abrogation de la réforme Soisson, les menaces du genre «pas d'examens s'il n'y a pas de reprise des cours» et «pas de diplômes en fin d'année pour les grévistes» suffiraient à dissuader les étudiants de relancer le combat à la rentrée.

Force lui est aujourd'hui de constater que ses plans ont été battus en brèche. Ce qu'il a connu la première semaine de ce troisième trimestre scolaire ce n'est pas un retour au «bon ordre» bourgeois des choses, ce n'est pas une rentrée studieuse d'élèves mettant les bouchées doubles pour préparer des examens et des concours dont l'échéance se rapproche, ni une reprise

massive des cours, c'est au contraire une puissante extension du mouvement de grève tant à Paris qu'en province et une élévation importante de son contenu politique sur le plan en particulier du développement de l'unité avec la classe ouvrière. Cette semaine a en effet été marquée par de nombreuses assemblées générales d'étudiants et par de très justes initiatives prises pour forger l'unité de lutte des étudiants avec la classe ouvrière, comme à Nanterre où des ouvriers de l'usine des Câbles de Lyon de Clichy sont intervenus à une assemblée générale de 1 500 étudiants et où différentes décisions ont été prises pour concrétiser le soutien des étudiants à la lutte des travailleurs de cette usine dont plusieurs sont actuellement

Les flics refoulés dans le rectorat à Clermont-Ferrand

C'est ainsi par exemple que jeudi après-midi les étudiants de Clermont-Ferrand qui voulaient pénétrer dans les locaux du rectorat n'ont pas hésité à s'affronter violemment aux flics, faisant 4 blessés dans leurs rangs.

Les flics occupaient la cour d'honneur de ce bâtiment et empêchaient les étudiants d'y pénétrer. Tenant alors en respect les forces d'oppression en lançant pavés et cocktails Molotov, les étudiants ont réussi à faire céder une porte d'accès à la cour en s'aidant de barres de fer. De violentes bagarres ont opposé les étudiants aux flics. Ces derniers qui tentaient une sortie se sont vu refoulés à l'intérieur du rectorat par les manifestants. Et il a fallu le renfort d'un détachement de CRS pour sortir les flics de la mauvaise posture dans laquelle ils se trouvaient. Chargés violemment par les CRS, les étudiants se sont retranchés vers le quartier des facultés, sous les salves de grenades lacrymogènes. Mais deux d'entre



Les étudiants à l'offensive.

étaient entraînés devant les tribunaux bourgeois sous divers chefs d'inculpation, suite à la grève qu'ils ont menée en juin 1975.

La semaine écoulée a aussi été marquée par une non moins puissante radicalisation de la lutte qu'ont manifesté un nombre sans précédent d'occupations, de séquestrations et d'autres actions de masse dures, et par le fait qu'à la violence réactionnaire de la police bourgeoise les étudiants ont riposté par la violence révolutionnaire de masse.

eux devaient être interpellés par la police.

A 21 heures les étudiants sont allés à la sortie des usines Michelin pour informer les ouvriers des événements de l'après-midi. Puis ils ont manifesté dans le centre de la ville exigeant la libération de leurs camarades arrêtés par les flics. Enfin ils ont rejoint la faculté des Lettres qu'ils ont fait ouvrir et qu'ils ont aussitôt occupée. Ensuite, au cours d'une assemblée générale, à l'intérieur de la faculté, les étudiants devaient décider de diffuser vendredi matin dans les lycées et les collèges clermontois ainsi que sur les marchés et dans les entreprises, des tracts pour impulser la solidarité entre travailleurs et étudiants, pour exiger la libération des deux étudiants et la levée immédiate des éventuelles inculpations et pour appeler à une manifestation de masse dans l'après-midi dans le centre de la ville.

(Suite page 3)

Trust Rhône-Poulenc JEUDI, IMPORTANTE MOBILISATION DES TRAVAILLEURS

Ce 8 avril les syndicats
CFDT, CGT, FO, CGC,

CFTC du trust appelaient à une journée nationale d'action avec grèves et manifestations à Paris, Lyon et Grenoble : contre les licenciements en cours ou à venir. Partout la mobilisation fut importante et supérieure aux mobilisations précédentes. A Paris par exemple selon les premières estimations, 80 % des grévistes à Aubervilliers, près de 50 % à Vitry, 80 % à Courbevoie... Pour la première fois dans la manifestation des délégations importantes des différents sièges sociaux, habituellement peu représentés.

(Suite page 5)

Un nouveau pôle de la vie politique espagnole La Convention républicaine

Le 3 et 4 avril, à Paris, s'est tenue une grande réunion républicaine rassemblant plusieurs dizaines de personnalités de différents courants politiques espagnols. De très importantes orientations y ont été adoptées concernant l'avenir de l'Espagne. Elles se traduisent par la décision de la création prochaine de la «Convention républicaine espagnole» rassemblant sous le glorieux drapeau de la République d'Espagne tous ceux restés fidèles à sa légitimité et à son idéal.

De nombreuses personnalités appartenant à divers courants et organisations politiques y étaient repré-

sentés, parmi lesquels des membres du FRAP, du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), de l'Union populaire des femmes (UPM), du Mouvement républicain de Catalogne, du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), et de nombreuses personnalités républicaines en exil ou venues clandestinement de l'intérieur du pays.

Au cours d'une conférence de presse tenue le 8 avril à Paris ont été exposés les buts et les objectifs de ce Mouvement.

Il se donne pour tâche de rétablir la souveraineté populaire usurpée et la légitimité démocratique de la

République d'Espagne. Les manœuvres de prétendue «démocratisation» du régime actuel ne sont en effet qu'une vaste fraude destinée à tromper le peuple espagnol. La démocratie, affirment les porte-paroles de la future «Convention républicaine» est en effet rigoureusement impossible sous le régime du franquisme incarné aujourd'hui par Juan Carlos. «Tout est lié et bien lié» avait dit Franco commentant le régime qu'il a établi sur un million de cadavres des meilleurs fils de l'Espagne. Avec Juan Carlos, cela continue : tout est enchaîné et bien enchaîné !

(Suite page 2)

Un communiqué d'une grande importance politique Rencontre du FRAP espagnol et du FLN algérien

Dans un communiqué de presse, le secrétariat des Relations extérieures du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) vient de faire connaître qu'à la fin du mois de mars, une délégation du Comité permanent du FRAP a été invitée en Algérie par le Front de libération nationale (FLN). Il précise notamment :

«Pendant son séjour, la délégation du FRAP a eu plusieurs entretiens avec les responsables du département des Relations extérieures, entretiens qui se sont déroulés dans une ambiance de sincère amitié et de fraternité. Au cours de ces entretiens est apparue avec évidence une concordance des points de vue sur des questions essentielles de la situation internationale et nationale, telles que l'indépendance face aux deux blocs, le

soutien aux luttes pour la liberté et l'indépendance nationale des peuples, la nécessité de luttes pour que les pays méditerranéens empêchent l'ingérence des grandes puissances dans cette zone du monde, contre l'existence de bases militaires étrangères, etc. (passages soulignés par nous, HR). De plus, pendant son séjour, la délégation du FRAP a pu constater la profonde sympathie avec laquelle le peuple algérien suit et soutient la lutte du peuple espagnol pour sa libération et son indépendance nationale...»

Une note annexée à ce communiqué indique aussi que, pendant son séjour en Algérie, la délégation du FRAP a eu des conversations amicales et fraternelles avec les responsables du gouvernement de la République arabe sahraoui et les dirigeants du Front POLISARIO.

MANIFESTATION A 16 HEURES A JUSSIEU

Jeudi à Paris, les flics de la bourgeoisie interdisaient par la force une manifestation étudiante. Des centaines de manifestants étaient arrêtés. Aussitôt les étudiants décidaient de riposter, ils appelaient à une autre manifestation pour vendredi à 16 heures à la faculté de Jussieu.

LIBAN : LIBRE CIRCULATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

La libre circulation des produits alimentaires sur la totalité du territoire libanais est autorisée, à partir de ce vendredi matin, en vertu d'un accord conclu entre les différentes parties en conflit.

L'accord prévoit que toutes les routes seront ouvertes au transport des produits alimentaires, seulement, cela afin de faciliter le ravitaillement des habitants de toutes les provinces libanaises.

Parmi les routes désormais ouvertes aux échanges de vivres, certaines notamment mènent au camp palestinien de Tall-Zaatar et à Bourj-Hamoud, dans la banlieue nord-est de la capitale. D'autres conduisent à Zahle et à la plaine de la Bekaa (centre Liban) ainsi que vers les régions du nord du Liban, notamment l'AKKAR.

Le ravitaillement de la population libanaise n'était plus assuré normalement du fait du blocus que s'imposaient mutuellement les belligérants et des entraves qu'ils dressaient à la libre circulation des produits alimentaires.

L'accord a été conclu à la suite de contacts établis par l'Organisation de libération de la Palestine avec les différentes parties en conflit.

NOUVEAUX ARRETS DE TRAVAIL CHEZ LEYLAND

La firme britannique British Leyland est à nouveau éprouvée, jeudi, par des arrêts de travail, motivés comme les conflits sociaux réglés la semaine dernière, par des demandes d'ajustement de salaires interdits par la politique de revenus en vigueur.

Trois débrayages sont signalés jeudi. A Cowley, 70 monteurs ont arrêté la production de voitures «Marina». A Birmingham, 60 ouvriers et 50 monteurs ont cessé le travail ce qui risque de perturber l'activité de l'établissement.

MANIFESTATION DES EMPLOYÉS DE L'HOTELLERIE AUX BALÉARES

Cinq mille employés de l'hôtellerie ont manifesté pacifiquement jeudi à Palma de Majorque (îles Baléares) pour attirer l'attention sur les graves problèmes qui se posent dans ce secteur industriel. Les manifestants ont fait parvenir à l'administration une motion dans laquelle ils soulignent la situation «désespérée» que traverse l'hôtellerie des îles Baléares.

AU ZIMBABWE LA LUTTE ARMÉE EST LA SEULE VOIE

Sithole, un des dirigeants du Mouvement de libération du Zimbabwe, a déclaré : «La lutte armée est, à notre avis, la seule voie qui nous permettra de conduire notre pays à la libération et à l'indépendance comme les autres pays africains indépendants.»

Il a souligné : «Nous sommes convaincus que le peuple zimbabwéen est capable de se battre lui-même sans la venue de troupes étrangères. A notre avis, il est erroné sur le plan des principes de demander aux autres de venir combattre pour nous.» «Dès le début, notre slogan a été : nous nous libérerons nous-mêmes. Nous estimons que si le peuple ne se libère pas lui-même, jamais il ne pourra parvenir à une véritable indépendance pour son pays.»

L'ALLEMAGNE DE L'OUEST : PAYS D'ACCUEIL DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

En 1967, 40 % des investissements américains sont le fait des 3 plus grosses sociétés mondiales : General-Motors, Standard-Oil et Ford. La seconde vague comprend, à côté d'IBM, des sociétés plus petites. En 1971, alors que 5 % des investissements de la CEE étaient d'origine US, ce taux passait à 6 % pour la RFA.

S'il est intéressant de pousser plus loin l'analyse de cette pénétration US dans l'économie ouest-allemande, il est non moins important d'examiner si la RFA n'est pas elle-même à la source de la création et de l'expansion d'autres transnationales, plus ou moins dépendantes de l'économie US.

C'est ce que tente de faire Bernard Pruvot dans la revue «Allemandes d'aujourd'hui». Nous lui devons les informations suivantes qui témoignent des contradictions interimpérialistes qu'il est utile de connaître.

La RFA est pratiquement absente des opérations pétrolières : Exxon, Texaco, Gulf, Mobil-Oil, avec Shell et BP, contrôlent la presque totalité du marché fédéral.

Les transnationales se substituent presque entièrement à l'État pour négocier l'approvisionnement de 60 % des besoins énergétiques du pays : cette situation leur permet d'ailleurs d'échapper à la fiscalité.

LA PRÉSENCE AMÉRICAINE

Dans la construction automobile, General-Motors s'est emparé du contrôle total de la firme Opel et Ford — par filiale allemande interposée (Fordwerke, Ag-Köln) — se taillait une part importante du marché.

L'expansion de l'informatique permettait l'arrivée d'IBM, de Control Data, et surtout d'ITT.

«On comprend l'influence qu'ont désormais les multinationales sur l'économie d'outre-Rhin, et quel instrument incomparable elles constituent pour asseoir chez nos voisins la domination des États-Unis.»

LA RFA RIPOSTE ET CRÉE SES PROPRES TRANSNATIONALES

Il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1969, 6 sociétés européennes seulement, dont une allemande, Volkswagen, figurent parmi les 23 plus grandes firmes mondiales par leurs chiffres de vente. En 1971, la valeur comptable des multinationales atteint 165 milliards de dollars : 86 milliards appartiennent à des sociétés US, 24 à des sociétés anglaises, 7,3 seulement à des sociétés allemandes.

Puis les fusions, les associations, les regroupements se multiplient à l'intérieur de la CEE. C'est le cas surtout de Volkswagen, dont l'État est un gros actionnaire. Première firme de son pays, elle réalise les 2/3 de son chiffre d'affaires à l'étranger.

Nés de la «démocratisation» d'IG Farben en 1948, les 3 grands de la chimie allemande, Basf, Hoechst et Bayer, ont atteint une taille qui les rend comparables à Dupont de Nemours, ICI, Union Carbide ou Dow Chemical.

Enfin, l'électrotechnique est aussi une figure de

proue : là aussi 3 noms bien connus : Siemens, AEG-Telefunken, Bosch.

AEG est avec Philips le seul fournisseur de tubes télé ; elle monopolise la promotion du système de télé en couleur PAL et collabore avec Siemens pour réaliser des réacteurs atomiques et des transformateurs.

Quant à Siemens, elle contrôle 36 sociétés à l'étranger, et sa présence est effective dans 136 pays. Siemens employait en 1974, 309 000 personnes, dont 88 000 à l'étranger. Notons enfin qu'elle a 75 projets de coopération avec des pays de l'Est et que son volume d'affaires avec ces pays a doublé en 5 ans.

Selon certains économistes, l'économie occidentale sera dominée en 1985 par 250 à 300 multinationales, ce qui concrétisera une véritable polarisation du pouvoir économique. A parier que la bagarre sera chaude et que les industriels allemands n'abandonneront pas leur chance. Mais nous ne devons pas oublier non plus que l'essor des luttes des classes ouvrières tant en Europe qu'aux USA risque d'ici là de bouleverser nombre de ces données !

Un nouveau pôle de la vie politique espagnole La Convention républicaine

(Suite de la page 1)

Pour l'avenir de l'Espagne, le rétablissement de la légitimité démocratique est un préalable absolument indispensable. Franco avait obtenu une victoire militaire mais, sous sa féroce domination comme sous celle de son héritier, la conscience et l'esprit de l'Espagne sont restés fidèles à la République et à sa constitution progressiste de 1931.

La «coordination démocratique» qui a rassemblé récemment la «Junta» du révisionniste Carrillo et la «Convergence» socialiste, cultive sur ce point une «ambiguïté» fondamentale en prônant une prétendue

«rupture démocratique». Pour les véritables républicains un tel mot d'ordre est vide de sens, ne veut rien dire. Il ne peut donc servir qu'à cacher des choses suspectes destinées à tromper l'opinion espagnole. La présence des forces monarchistes «carlistes» au sein de la «coordination» révèle sa vraie nature.

C'est avec une émotion et une colère contenues que le porte-parole de la «Convention républicaine» a évoqué l'époque où, prisonnier, il voyait partir à l'aube pour le peloton d'exécution ses camarades communistes, socialistes, encadrés des «Bé-

rets rouges», ces mêmes forces carlistes qui aujourd'hui sont invitées par les dirigeants du parti révisionniste à s'asseoir à leur table pour négocier avec eux le partage du pouvoir en Espagne !

Contre ces traîtres à la classe ouvrière et aux peuples d'Espagne, qui protestent de leur attachement à la République en acceptant le drapeau bicolor de la monarchie, tous les véritables républicains, démocrates, révolutionnaires d'Espagne ne tarderont pas à se regrouper en une force puissante, irrésistible, autour du drapeau tricolor de la République.

nouvelles du monde

ALBANIE : TÉLÉGRAMME DE FELICITATIONS AU CAMARADE HUA KUO-FENG

Mehmet Chehu, président du Conseil des ministres albanais, a adressé mercredi un télégramme de félicitations au premier ministre chinois Hua Kuo-feng, lui présentant ses félicitations révolutionnaires à l'occasion de sa nomination au poste de président du Conseil d'État. Il exprime par ailleurs le vœu que les relations d'amitié fraternelle et d'étroite collaboration entre les peuples, les partis et les deux pays «se développent et se renforcent toujours plus pour leur bien commun, pour le bien de la cause du socialisme et de la révolution et de la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme».

ROUMANIE : TÉLÉGRAMME DE MANEA MANESCU AU CAMARADE HUA KUO-FENG

Manea Manescu, premier ministre roumain, a adressé jeudi un télégramme de félicitations au nouveau chef du gouvernement chinois.

M. Manescu y exprime l'espoir que «les relations d'amitié fraternelle, de solidarité militante et de coopération multilatérale entre les deux pays et les deux peuples se développeront et s'intensifieront».

Après l'Albanie, la Roumanie est ainsi le second pays de l'Est européen à féliciter Hua Kuo-feng de sa nomination.

SAHARA OCCIDENTAL : MUTINERIES DANS LES TROUPES MAROCAINES

Le quotidien algérien «El Moujahid» révèle qu'après une première révolte de soldats marocains à Smara, une seconde mutinerie vient d'avoir lieu à Tan Tan où un bataillon entier s'est soulevé contre les ordres de la monarchie marocaine, refusant de participer aux opérations dans le Sahara occidental. Il s'en est suivi une véritable bataille rangée entre ce bataillon et une autre unité marocaine envoyée pour le mater. Ces combats qui ont duré toute une nuit se sont soldés par une vingtaine de morts et des dizaines de blessés dans les deux camps.

Les attaques du F. POLISARIO contre les installations ou postes marocains sont de plus en plus fréquentes. Depuis le récent départ des Espagnols, fin février, le F. POLISARIO annonce que 200 officiers et soldats marocains ont été tués, 500 autres blessés dans l'offensive généralisée qu'il a déclenchée.

LE CENTRE DE JÉRUSALEM BOMBARDE A LA ROQUETTE

Un porte-parole palestinien a annoncé mercredi après-midi qu'un commando de la résistance palestinienne avait bombardé, à la roquette, à l'aube, «un certain nombre d'objectifs vitaux, au cœur de Jérusalem».

Il a précisé que les objectifs visés avaient été atteints et que les pertes israéliennes étaient considérables.

nouvelles intérieures

40 facultés, 50 IUT en grève pour l'abrogation de la réforme Soisson

Suite de la page une

Des affrontements violents entre les étudiants et la police se sont également produits à Rennes, jeudi en fin d'après-midi. Il y a eu plusieurs blessés.

Les étudiants de la faculté des Lettres en grève depuis huit jours s'étaient regroupés devant le siège du patronat d'Ille-et-Vilaine. Ils y manifestaient pour exiger l'abrogation de l'arrêté Soisson. Un certain nombre d'étudiants escaladant le mur d'enceinte du siège du patronat parvenaient en forçant les persiennes métalliques à pénétrer dans les locaux. D'importantes forces de police massées à proximité intervenaient alors avec brutalité. Les manifestants se défendaient. Mais sous une telle volée de coups de matraques les étudiants qui se trouvaient sur le boulevard devant le siège du patronat aussi bien que ceux qui étaient à l'intérieur du bâtiment devaient finalement se disperser.

A Paris où la Coordination des étudiants en grève s'était réunie mercredi soir à la faculté de Jussieu, une manifestation était organisée jeudi à 16 heures de la gare de l'Est à la faculté de Paris-

Clignancourt. L'objectif poursuivi par la Coordination en organisant cette manifestation était de donner un nouveau coup d'envoi au mouvement contre la réforme de l'enseignement du second cycle à l'occasion de la rentrée de Pâques et d'exiger que soit mis fin à la fermeture de la faculté de Clignancourt et à son occupation par les vigiles. La Coordination envisageait également une large popularisation de la lutte au cours de la manifestation par des diffusions massives de tracts à la population.

Dès l'annonce de cette manifestation, le ministère de l'Intérieur donnait le ton et communiquait par la voix de la Préfecture de police :

« Certaines organisations appellent anonymement les étudiants à manifester cet après-midi à la gare de l'Est. Cette démonstration n'ayant pas été déclarée, conformément à la loi, la Préfecture de police met en garde les éventuels participants contre le risque qu'ils encourrent en se rendant à une manifestation illégale. »

Les intentions de la place Beauveau étaient ainsi on ne peut plus claires. Et de fait, dès avant 16 heures le quartier de la gare de l'Est était

complètement quadrillé par des dizaines et des dizaines de cars de CRS et de gardes mobiles, de fourgons, de bulldozers, des voitures blindées, etc. On n'avait pas vu depuis longtemps un tel déploiement de forces de répression.

La tactique de la police était d'empêcher coûte que coûte, dès le début, la formation du moindre cortège. A peine un groupe de quelques dizaines d'étudiants étaient-ils constitués que les flics intervenaient pour le disperser.

Aux alentours de la gare de l'Est, les flics procédaient et allaient procéder de longues heures à l'interpellation de centaines et de centaines de manifestants, pour vérification d'identité. Et c'est par cars entiers qu'ils les dirigeaient sur la caserne de Vincennes et sur d'autres centres.

Au même moment, à Clignancourt où il n'y avait que quelques groupes d'étudiants, une longue file de gardes mobiles était stationnée à proximité de la faculté : toute grille baissée pour protéger leurs pare-brises, des cars de CRS, déjà affublés de leurs casques, et des voitures de flics en civil, sillonnaient les rues avoisinantes.

Dans l'impossibilité de se former en manifestation à la gare de l'Est, un certain nombre d'étudiants devaient rejoindre la gare St-Lazare où ils déployaient leurs banderoles et manifestaient sur les quais en scandant des mots d'ordre pour l'abrogation de la réforme Soisson.

Deux petites manifestations se formaient également à proximité des métros Barbès et Bonsergent.

Mais c'est surtout place de la Bastille que les étudiants parvenaient à se regrouper. Ils étaient alors plus de 3 000. Déjouant les flics ils empruntaient l'avenue des Gobelins et se rendaient à la faculté de Jussieu où ils tenaient un petit meeting.

Ensuite c'est la direction de la Sorbonne que les étudiants devaient prendre. Là, vers 18 h 30 des étudiants se regroupaient devant le rectorat, pénétraient à l'intérieur puis occupaient les locaux pendant plus d'une heure. Peu après 19 h 30, alors que les étudiants sortaient du rectorat, les flics chargeaient. Ils frappaient avec violence les manifestants à coups de matraques. Ceux-ci se protégeaient puis ripostaient courageusement en se servant de pavés.

PROCESSUS D'UNIFICATION

Voici le texte que les représentants de l'Humanité-Rouge ont remis le lundi 22 mars dernier à leurs interlocuteurs représentant le Parti communiste révolutionnaire (ml), en vue d'en faire une déclaration commune consacrant leur unification idéologique sur le but poursuivi par les deux formations, à travers leurs entretiens.

« A l'issue de leur 4e entretien portant sur des questions politiques, le PCR (ml) et l'Humanité-Rouge constatent qu'existent entre leurs formations respectives des points d'accord ou convergence et des points de désaccord ou divergence. Ils décident de poursuivre leurs entretiens bilatéraux, mais tiennent à réaffirmer leur commun désir d'unité et leur commun objectif de parvenir à l'existence en France d'un seul parti se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotse-toung. »

Jusqu'à ce jour le Bureau politique du PCR (ml) ne nous a pas fait parvenir sa réponse.

«Krivine invité aux 12 heures pour Israël»

Les aléas de la distribution postale réservent parfois des surprises amusantes. C'est ainsi que nous avons reçu par erreur le 8 avril une lettre dactylographiée adressée à Alain Krivine par l'organisation prosioniste «L'Appel unifié juif de France». Cette organisation qui prétend identifier juif et sioniste a de bonnes raisons pour considérer la Ligue trotskyste comme de ses amis.

Il serait dommage qu'Alain Krivine n'ait pas le temps de donner la réponse de son organisation à l'invitation de «L'Appel unifié juif de France» et de faire connaître publiquement une nouvelle fois sa position vis-à-vis d'Israël. C'est pourquoi nous publions ici la lettre qui lui est adressée par l'organisation prosioniste. Nous savons que le peuple palestinien et tous ses amis en France sauront apprécier ainsi que tous les antisionistes d'origine juive.



12 HEURES POUR ISRAEL

Paris, le 31 mars 1976

Monsieur Alain KRIVINE

L'APPEL UNIFIÉ JUIF DE FRANCE avec le concours du COMITÉ JUIF D'ACTION organise à Paris le

DIMANCHE 30 MAI 1976

au Palais des Expositions de la Porte de Versailles, une très importante manifestation populaire intitulée 12 HEURES POUR ISRAEL.

50.000 visiteurs y sont attendus.

L'un des objectifs de ce rassemblement est de sensibiliser l'opinion publique française, juive et non-juive, aux problèmes politiques et économiques liés aux relations entre la France et l'Etat d'Israël.

Dans ce cadre, nous avons prévu l'installation d'un forum où sera organisé un débat politique sur le thème "LES PARTIS POLITIQUES FRANÇAIS ET ISRAËL".

Les principaux partis politiques ont été approchés au niveau le plus élevé pour participer à ce débat, qui sera suivi avec la plus extrême attention par notre Communauté.

A cet égard, nous nous permettons donc de vous proposer de représenter votre organisation à ce forum.

Nous attirons votre attention sur le fait que cette manifestation comportera également des expositions artistiques et culturelles ainsi qu'un programme de variétés, incluant la présence d'un certain nombre de grandes vedettes qui contribueront également au succès populaire de cette journée.

Le programme a été établi de manière à éviter que le débat politique sur le forum ne déboude avec le passage d'un artiste important sur la scène artistique.

Nous espérons très vivement que vous serez en mesure de participer à ce débat et nous vous tenons bien entendu à votre disposition pour vous en exposer les modalités concrètes d'organisation.

Dans l'attente de votre réponse,

Nous vous prions d'agréer, Cher Monsieur, nos salutations distinguées.

Pour le Comité d'Organisation
Henri HADENBERG
(033-92-24)

A l'occasion du double anniversaire des mouvements populaires de mars 1947 et d'avril 1971

MEETING DE L'ASSOCIATION DES ETUDIANTS D'ORIGINE MALGACHE (AEOM)

L'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM) organise le vendredi 9 avril 1976 à la Maison du Canada, cité universitaire (31, boulevard Jourdan, Paris 75014) un meeting de commémoration de ces deux dates marquantes de la lutte de libération nationale du peuple malgache pour rendre hommage aux patriotes martyrs, en exaltant leur courage et leur esprit d'oser lutter, en s'inspirant de leur détermination à combattre et en tirant d'une manière toujours plus vivante les leçons de leurs expériences aussi bien positives que négatives, en élevant toujours plus la capacité de s'orienter dans la situation nationale et internationale présente afin de mieux saisir les tâches actuelles et à venir qui incombent à l'AEOM aux côtés de son peuple en lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et la réaction.

Pour cela l'AEOM a l'honneur de vous inviter.

- Gloire aux martyrs de la lutte de libération nationale du peuple malgache et du monde entier !
- A bas les deux superpuissances et notamment le social-impérialisme soviétique et leurs agents respectifs, anciens ou nouveaux styles !
- A bas l'impérialisme français et ses agents anciens et nouveaux styles !
- La ligne de la révolution nationale démocratique et populaire de type nouveau triomphera !
- Le peuple malgache et les peuples du monde entier vaincront !

BUREAU CENTRAL
8, villa du Parc Montsouris
75 - PARIS XIVe
CCP 556-10 - PARIS

La lutte s'étend dans les lycées

Le lycée mixte de Digne fermé vendredi matin

C'est contre la réforme qu'Haby essaie de faire appliquer morceau par morceau que se mobilisent actuellement les lycéens. Ils l'ont combattue jusqu'à présent par des formes de lutte diverses. Mais de plus en plus c'est à la grève que les lycéens ont recours.

C'est ainsi que le jour même de la rentrée, le 5 avril, le lycée Vial de Nantes et le lycée mixte de Digne (Alpes de Haute-Provence), pour ne citer que ces deux-là, se sont mis en grève.

Là aussi, les lycéens sont confrontés à la répression bourgeoise. A Digne, par exemple, le censeur du lycée a notifié jeudi après-midi aux élèves réunis en assemblée générale dans la cour de l'établissement que sur décision rectorale et en accord avec le ministère de l'Education nationale le lycée serait fermé à partir de vendredi

matin. Le censeur devait même préciser que cette décision avait été prise en raison des désordres, de l'absentéisme, des perturbations au niveau des cours et de l'impossibilité présente d'enseigner au sein du lycée.

A cette fermeture qui touche 1 200 élèves, dont 600 internes, les lycéens ont décidé de répondre par l'occupation des locaux.

Ce n'est pas la répression bourgeoise qui fera baisser les bras aux lycéens. Elle ne saurait les intimider. Déjà, une première fois, le gouvernement a dû ranger la réforme Haby dans ses tiroirs. Aujourd'hui c'est petit bout par petit bout que la bourgeoisie essaie d'imposer cette réforme. Gageons que cette fois encore, grâce à la lutte massive des lycéens, la réforme Haby ne passera pas.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



Corlay (Centre-Bretagne)

Soutien aux grévistes de la «Chaillotine»

Nous avions dans un premier article présenté les conditions de la grève dans cet abattoir de volailles qui emploie 80 personnes, à Corlay, et notamment les revendications des grévistes : annulation des 7 licenciements ; augmentation de 200 F pour les chauffeurs et prime de nuit ; augmentation de 1 F/h pour la chaîne ; respect des droits syndicaux et arrêt de la répression ; application de la convention collective.

Après 15 jours de grève, le patron, Bourgoin, refuse toujours de céder. Une première rencontre, patron, inspecteur du travail et délégués CFDT s'est soldée par un échec total. Bourgoin s'est ramené en «roulant des mécaniques», a fait son petit baratin, n'a évidemment pas écouté les délégués et a quitté la salle au bout de 10 mn... pour s'en aller engueuler le préfet des Côtes-du-Nord ! Celui-ci ne faisant pas intervenir assez vite les CRS, trouvait-il pour déloger le piquet de grève. Le patron compte d'autre part sur des éleveurs de dindes qui lui sont dévoués et sur ses cadres et des non-grévistes pour faire reprendre le travail. Il semble user de n'importe quelle méthode pour se rallier des travailleurs non-grévistes, mais simplement trompés. Ainsi, c'est l'éternelle menace à la fermeture de l'usine qu'il ressort !

Les grévistes (CFDT et non-syndiqués) s'emploient de leur côté à rassembler des éleveurs favorables aux ouvriers. Déjà en une journée 20 signatures ont été rassemblées. Ils ont contacté aussi les travailleurs des abattoirs Doux-Pédernec, Socavi-St-Nicolas, Le Meaux Canihuel, Clezio-St-Caradec, Poulgrain-Laminé, Sérandour-Lanfains et d'autres boîtes. Ils peuvent aussi compter sur le soutien inconditionnel de l'UL-CFDT de Rostrenen, dont ils dépendent.

L'élargissement du soutien et de la popularisation s'est manifesté dimanche 4 avril, au soir, par le fest-noz (fête bretonne populaire) qui a rassemblé plus de 500 personnes à Corlay : des paysans petits et moyens, des ouvriers (tant CFDT que CGT), des employés, professeurs, et des lycéens et étudiants.

L'Organisation des communistes marxistes-léninistes de la région de Rostrenen, travaille pour sa part à unir sur des bases de classe tous les travailleurs du secteur autour des grévistes, et notamment les travailleurs du secteur avicole. Nous dénonçons aussi les faux amis que sont le PS et le P«C»F. Le

maire PS de Corlay n'a-t-il pas ordonné de faire disparaître le drapeau rouge qui flottait auprès du gwenn ha du (drapeau breton) ! Ne fait-il pas pression sur les grévistes pour les faire reprendre le boulot ! Et le P«C»F qui se contente de distribuer tracts et communiqués de «soutien» mais se garde bien de participer de façon concrète à la lutte.

Des comités de soutien doivent se créer ces prochains jours à Rostrenen, Guingamp, St-Brieuc, etc.

L'Humanité rouge de Rostrenen appuiera pour sa part la création de tels comités et combatera les actions de type intersyndical, véritable étouffoir des luttes et tribune des révisionnistes (c'est-à-dire des faux com-

munistes du P«C»F). Nous avons appris que la cellule du PCMLF de Rostrenen (Parti communiste marxiste-léniniste de France) fera de même et qu'elle a de son côté adressé aux grévistes de la «Chaillotine» un soutien financier, accompagné d'une lettre.

Les gardes-mobiles ont dégagé l'usine le matin du 6 avril (les non-grévistes ont repris le travail), mais dehors la lutte continue.

Le combat de la Chaillotine est le combat de toute la classe ouvrière de Bretagne et de la paysannerie laborieuse. Pas un seul licenciement classe contre classe. Bourgoin le «dur» tu plieras !

Correspondant HR

Laval

GREVE ILLIMITEE

DES TEXTILES DU VERMANDOIS

Lundi, les ouvriers des 2 usines TDV de Laval ont voté la grève illimitée devant la volonté du patron de refuser de satisfaire leurs revendications : 1 F de l'heure pour tous, 5e semaine de congés payés, amélioration du congé d'ancienneté, compensation des heures perdues par les réductions d'horaire (depuis juillet 74) à intégrer dans les salaires de base, etc.

Les piquets de grève empêchent les non-grévistes de venir briser la grève. Deux usines textiles sont en grève à Laval (TDV et Usine des

coutils), des contacts permanents ont lieu à la base entre eux. Sur une banderole à l'entrée de TDV est écrit : «L'union fait la force». Tous les jours une assemblée générale réunit tous les grévistes. Le patron doit donner une réponse vendredi, mais dès maintenant il est indispensable d'organiser le soutien à cette grève et de la populariser. Les travailleurs sont déterminés à lutter jusqu'à satisfaction.

Correspondant HR, avec les grévistes du piquet de grève

SAUNIER-DUVAL (NANTES) : LES OUVRIERS OCCUPENT L'USINE ET MANIFESTENT A LA MAIRIE

Judi, une soixantaine d'employés de l'entreprise «Saunier-Duval» ont manifesté à l'intérieur de la mairie de Nantes.

En même temps une délégation a réclamé à la municipalité la gratuité des bus, des cantines scolaires et l'octroi d'aides sociales spéciales en faveur des familles les plus frappées par le conflit.

Une grande majorité des deux-cent-cinquante employés a entrepris, depuis mercredi, l'occupation des locaux de l'usine dont l'entrée reste contrôlée par un piquet de grève.

Le conflit a débuté voilà dix semaines par des arrêts de travail. Puis, ce fut la grève totale et enfin l'occupation. Les grévistes revendiquent pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.



la France des luttes

Aux établissements Donval à Rosporden (Finistère)

L'unité vue par la CGT

Depuis le 15 janvier, les 180 travailleurs de Donval (chaussures) ont été licenciés. Actuellement 80 ouvriers luttent et occupent l'usine. La CGT compte 40 syndiqués et la CFDT 25.

Depuis l'affaire des comités de soldats, les relations entre les deux syndicats se sont durcies : la CFDT se voit refuser la participation à une AG du personnel, sous prétexte que c'est «une réunion privée», de la CGT majoritaire à Donval.

Au nom de quoi la CGT peut-elle agir ainsi ?

— Est-ce au nom des 1 000 adhérents qu'elle dit compter dans la région de Rosporden, alors qu'elle n'a même pas pu les rassembler lors de la visite de Chirac à Quimper ?

— Au nom de quels militants, d'ailleurs, puisqu'elle a refusé l'existence d'un comité de lutte à Donval proposé par la CFDT ? comité qui aurait compris 7 militants de chaque syndicat, parce que la CGT a avoué être incapable de réunir 7 militants à Donval !

Face à cela, la CFDT s'est décidée à organiser seule une journée de popularisation de la juste lutte des ouvriers de Donval pour leur emploi (cf HR No 467). Une fois de plus, les pontes du PCF (présents à la CGT) ont dévoilé leur caractère antiunitaire et d'ennemi de la classe ouvrière : ils ont recouvert systématiquement à Rosporden les affiches appelant à cette manifestation, motif invoqué : la CFDT a collé sur une affiche du PCF vieille de deux mois !

Le PCF a ensuite envoyé une lettre à la CFDT, où on peut lire les qualificatifs d'irresponsables, de gauchistes, d'anticommunistes viscéral ! En fait le P«C»F et la CGT montrent bien leur volonté de s'imposer par tous les moyens sur le dos des travailleurs.

Il faut noter que malgré ces faits, la CFDT continue à prôner l'unité à tout prix. Non seulement le suivisme ne résout rien, mais surtout il contribue à entretenir des illusions et amène les travailleurs dans l'orbite des pires contre-révolutionnaires.

Correspondant HR

NOMBREUSES LUTTES DANS LA SARTHE

Relance, fin de la crise ? Qui croira ces fables racontées par les capitalistes et les bourgeois au pouvoir ? Certainement pas les travailleurs et surtout pas dans la Sarthe.

Ainsi les travailleurs de chez Maury (matériel agricole — Le Mans) sont sous la menace d'une fermeture de l'entreprise.

Ainsi fin mars, un nouveau contingent de licenciements a eu lieu chez Warner-France à Allonnes.

Le chômage partiel sévit dans de nombreuses entreprises de la région.

Chômage, bas salaires, détérioration des conditions de travail, voilà le vrai visage de leur «relance». Les travailleurs ripostent par de nombreuses luttes :

— Grève illimitée chez Staub à Champagné, qui vient de se terminer par une victoire et des augmentations de salaire de 120 F à 600 F.

— Grève illimitée chez Heulin (bâtiment), où le travail a repris sans que les revendications, concernant le respect des engagements patronaux et les salaires, aboutissent.

— Débrayages chez Jemont Scheider.

— Grèves illimitées toujours en cours à ce jour à la fonderie SGF (société Jammé) où les 1 200 ouvriers luttent depuis 3 semaines pour les salaires et chez Neyret (confection) au Mans.

Les dirigeants de la CGT déploient une intense activité pour tenter de contrôler ces luttes, ils font des beaux discours pour vanter le Programme commun comme l'a fait Etienne (secrétaire UD-CGT) tout récemment devant les fondeurs de la société Jammé.

C'est ainsi qu'ils cherchent à émousser la grande combativité des travailleurs. Mais nombreux sont ceux qui commencent à comprendre que la victoire est entre leurs mains, grâce à leur unité et à leur action, mais pas dans les sales pattes des «zélus» de gauche comme de droite.

Correspondant HR

cycles Peugeot (Beaulieu)

Rien n'est réglé

Les négociations à Beaulieu le samedi 3 avril, prouvent que les patrons Peugeot lâchent du lest pour désamorcer la combativité de la classe ouvrière et pour faire oublier les revendications.

Voici le résultat : sur 45 licenciements, 36 sont transformés en mise à pied de 5 jours, 9 délégués syndicaux ont une nouvelle procédure de licenciement. Tous sont interdits de pénétrer dans l'usine.

Les 300 F d'augmentation pour tous, les 40 h compensées à 100 %, l'amélioration des conditions de travail : ces revendications n'ont pas abouti.

Il est bien évident que ces résultats ne sont pas acceptables et après les appels lundi à la reprise du boulot par les syndicats, les prises de paroles démobilisatrices : pour des débrayages secteur par secteur ou pour des meetings de quelques heures, la tension reste grande dans tous les ateliers. Mardi après-midi presque 2 000 personnes se sont rassemblées pour protester contre les licenciements et pour obliger les exploités à lever les licenciements et à satisfaire les revendications. Beaucoup d'ouvriers pensent qu'il faut repartir en grève tous ensemble et en même temps, malgré l'avis des bonzes permanents du

PCF qui ne veulent pas entendre parler. Ces traîtres préfèrent négocier quand les ouvriers sont au boulot, tant la combativité de classe des travailleurs leur fait peur. Ils ne peuvent la contrôler et encore moins l'orienter comme ils le voudraient vers la voie de garage de l'Union de la gauche et du Programme commun défunt. De plus ils imposent de force à la CFDT leur revendication 150 F au lieu de 300 F — dans un tract commun — pour la deuxième fois, et par des procédés malhonnêtes puisqu'ils le rajoute juste avant de le taper quand les délégués CFDT ne sont plus là !

Par des délégations à la sous-préfecture, des courbettes aux ministères et des promesses de grévettes aux travailleurs, les dirigeants révisionnistes du P«C»F espèrent saper la combativité et faire maintenir l'ordre capitaliste (les CRS ne sont pas loin).

Aujourd'hui un rien peut mettre le feu aux poudres, et après plus de 4 semaines de grève et 2 jours de reprise du travail, rien n'est réglé et ne pourra se régler que par la lutte classe contre classe contre le patron Peugeot et ses agents infiltrés dans nos rangs.

Correspondant HR



la France des luttes

Grève nationale EDF-GDF

Les travailleurs désavouent les dirigeants révisionnistes et réformistes

Mercredi à l'EDF journée de grève de routine et sans éclat, bien dans la tradition des actions vouées d'avance à l'échec que programment périodiquement les fédérations CGT (majoritaire) et CFDT à l'approche des négociations. Et pourtant tout ne s'est pas passé comme l'auraient souhaité les dirigeants syndicaux. En effet, 45 % du personnel a boudé cette grévette-souape, fait inhabituel dans cette corporation où la syndicalisation est forte. Encore plus inhabituel c'est que ce refus massif n'est pas dû principalement à un réflexe individualiste, de très nombreux travailleurs ont au contraire désapprouvé l'initiative avec un point de vue de classe.

A tel point que de nombreuses sections syndicales ou syndicats CFDT et CGT ont refusé d'y appeler. Les raisons avancées par les militants syndicaux et travailleurs qui ont boudé la grève sont diverses, mais les principales consistent à refuser un mouvement :

1) décidé au moment de la grève des cheminots (scandaleusement brisée par les fédés CGT et CFDT), c'est-à-dire à un moment l'unité d'action dans la lutte était possible et nécessaire, ce qui

n'a pas effleuré l'esprit de responsables qui obéissent aux calendriers des réunions paritaires et non aux impératifs de la lutte de classe ;

2) organisé par deux fédérations qui ne sont même pas d'accord sur la revendication essentielle à défendre : La CGT réclame 15 % d'augmentation, la CFDT demande, avec justesse, une augmentation égale pour tous ;

3) organisé pour obtenir l'ouverture de « vraies négociations », c'est-à-dire sans aucune autre perspective que la discussion entre responsables syndicaux et Etat-patron à l'abri du contrôle des travailleurs et sans rapport de force.

Mais en plus du refus d'une grande partie du personnel, l'autre partie, celle qui a fait grève, a infligé à sa façon un camouflet aux dirigeants « bourgeois ». En effet, à Paris par exemple, les coupures dans le métro et sur le réseau SNCF sont dues à un débordement des consignes syndicales ! Pas de chance pour les révisionnistes qui dans « L'Humanité » du 8 avril parlent des coupures imprévues pour dissimuler la faible participation (dont ils se gardent bien de parler).

Orléans-Saran (Loiret)

Mouvements de grève chez John Deere

1 050 personnes fabriquent et montent du matériel de travaux publics (gros chargeurs et pelleteuses), ainsi que 200 moteurs Diesel par jour, moteurs destinés à des tracteurs montés en Allemagne. Depuis 3 semaines, soutenus par leurs organisations syndicales CGT et CFDT, 70 à 75 % des travailleurs de l'entreprise ont entrepris une série de débrayages, à toutes heures de la journée, afin de chercher les modes d'action pour faire aboutir leurs revendications : contre les pertes de salaires pour les travailleurs au boni, la nouvelle grille de classifications, les brimades des chefs répressifs, les cadences et les conditions de travail.

Lundi 5 avril, après l'annonce de l'envoi d'une lettre recommandée à un délégué pour un motif futile, 100 travailleurs de 2 départe-

tements (soit 100 % des 2 départements concernés) sortent pendant une heure. Ils protestent contre cette brimade. Ils sont prêts à recom-

mencer s'il le faut. Les travailleurs considérant la grève comme la seule forme d'action plutôt que les pétitions et les parlottes avec la direction, formes d'action de moins en moins employées parce qu'inefficaces et non mobilisatrices.

Le mouvement des caristes

Un autre conflit a opposé les 13 caristes de l'entreprise et la direction. Les caristes veulent passer P1 au lieu d'OS 2 avec gain de salaire et amélioration des conditions de travail. A l'occasion de ce conflit, 2 conceptions se sont opposées sur la façon d'obtenir satisfaction. La direction a proposé à certains délégués CGT une négociation 3 semaines plus tard. Elle prétend avoir besoin d'étudier ces problèmes, elle désire réfléchir. Tous les travailleurs, ni même tous les caristes, n'ont été informés de cet accord passé avec le patron. Ces quelques délégués CGT n'ont même pas jugé nécessaire d'avertir la CFDT, cela ne gêne d'ailleurs pas la direction.

L'arrangement était démobilisateur. Une fois avertis, certains caristes ont pro-

testé. Ils ne comprenaient pas qu'il faille 3 semaines pour étudier un problème si simple. Ils parlent de trahison.

Le 6 avril, à 9 heures, tous les caristes des équipes du matin et de la journée, en accord avec ceux du soir, alignent les engins dehors, derrière l'usine, mettent les clés dans la poche et se réunissent pour discuter avec les délégués CGT et CFDT. Ils n'abandonnent pas les engins parce que sinon, d'autres vont faire le travail à leur place. Le chef de production, affolé, se retranche derrière le prétendu accord passé avec les quelques délégués CGT, maniaques de la négociation à tout prix, membres déclarés du PCF. Les travailleurs exigent une discussion immédiate et que tous y participent. La direction cède et garantit une négociation 2 jours après.

Après cela, les caristes ont traversé toute l'usine en défilant sur leurs engins. Leurs coups de klaxon et les « hurrah » des autres camarades de l'usine ont souligné l'enthousiasme et la combativité générale. Après leur passage, 3 autres départements ont débrayé sur leurs revendications propres.

Correspondant HR

Trust Rhône-Poulenc

Jeudi, importante mobilisation des travailleurs

Suite de la page une.

Un signe de cette combativité montante c'est l'appel à la grève de sections FO, CGC, CFTC et même CFT (à Vitry par exemple) !

En général les arrêts de travail furent de 24 heures bien que souvent certains syndicats n'appelaient qu'à 2 heures, ou se ralliaient au mot d'ordre de 24 heures au dernier moment. Les manifestations de routine rassemblèrent plus de 3 000 personnes à Paris, 5 000 à Lyon, cela aussi c'est nouveau, car ces défilés souvent peu ani-

més sont fréquemment désertés par les grévistes.

Les 400 licenciements envisagés dans le Textile (Roussillon, Gauchy, Vaux-en-Verin) sont à l'origine de cette mobilisation. Cependant aucune proposition d'action efficace et d'ensemble n'a encore été envisagée pour faire annuler les licenciements, c'est partout ce que réclament maintenant des millions de travailleurs.

Luttes étudiantes

A la Sorbonne, l'action redémarre contre la réforme Soisson

Convoquée par le Comité de mobilisation une assemblée générale des étudiants de Paris I, Paris IV et Paris V s'est tenue à la Sorbonne le 7 avril pour relancer l'action contre la réforme du second cycle. Le bilan qui peut être tiré de cette assemblée générale est positif en regard de la mobilisation relativement faible à la Sorbonne, d'avant les vacances de Pâques.

Au cours de l'assemblée générale une motion a été votée à l'unanimité. Elle rappelait brièvement le contenu de l'arrêté Soisson, les luttes qui ont précédé les vacances à Paris, entre autres où plusieurs facultés étaient en grève, les menaces lancées à propos des examens de fin d'année par Saunier-Seïté lors des plus grandes manifestations étudiantes ; elle rappelait également les conditions particulières de la lutte à la Sorbonne avec sa division en Unités d'enseignement et de recherche (UER) dont certaines, comme Paris IV, sont à dominante réactionnaire, et rappelait enfin l'envoi systématique des vigiles contre toute agitation.

Les étudiants ont décidé que, le lendemain, cette motion serait reproduite sur tract. En attendant, ils devaient passer dans des cours de travaux dirigés pour la populariser oralement. Aussitôt des professeurs réactionnaires ont fait appel aux vigiles.

Une nouvelle assemblée générale était convoquée pour vendredi matin avec comme perspective : le vote de la grève active, grève qui sera complétée, si besoin est, par la mise en place de piquets de grève et par l'occupation de la faculté. Mais de l'avis général, il faut absolument éviter une fuite en avant, aussi était-il décidé que la grève active puis l'occupation ne seraient proposées que si la mobilisation des étudiants était réelle et massive.

Au cours de l'assemblée générale, les débats se déroulaient dans la plus large démocratie. A noter que, signe de leur discrédit auprès de la masse des étudiants, les militants des deux UNEF brillaient par leur absence à cette assemblée.

Parallèlement à cela se tenait une réunion des enseignants de

Paris I. Une cinquantaine de maîtres-assistants et de vacataires étaient présents, ainsi que de nombreux étudiants qui prenaient part à la discussion des projets avant leur vote par les enseignants eux-mêmes.

A l'unanimité était votée la grève administrative qui se manifesterait par le refus de communiquer les notes de contrôle continu aux secrétariats des UER, et le refus de pénaliser lors des examens à venir les étudiants qui ont fait grève avant Pâques.

Enfin à plus d'une trentaine de voix, à l'initiative de syndiqués du SGEN-CFDT, a été votée la grève immédiate des cours, une grève active avec discussion sur le contenu de la réforme, contre-cours, etc. Une dizaine d'enseignants du SNE-Sup s'y opposaient. Ils étaient favorables à une grève, qui serait coupée du mouvement étudiant, dans la période du 12 au 18 avril pendant laquelle, on le sait, les syndicats d'enseignants envisagent d'organiser deux « journées d'action ». Leur point de vue, minoritaire, a été rejeté.

Le soutien s'élargit autour des éducateurs qui refusent de jouer un rôle de flic contre la jeunesse

Le 6 avril dans l'après-midi, le tribunal de grande instance de Nantes rendait son verdict après le procès des deux éducateurs de prévention du quartier des Dervallières : inculpés « d'excitation (!) de mineurs à la débauche ».

Léon Lanoë avait acheté et proposé des préservatifs à des jeunes lors d'un week-end à la campagne après une information sur les moyens contraceptifs. Il était connu de tous qu'ils avaient des relations sexuelles et refusant l'hypocrisie qui aurait consisté à les séparer avant d'aller se coucher, Léon avait désiré leur venir en aide en leur donnant des moyens contraceptifs.

Il a été condamné à 4 mois avec sursis. René-Jean Garçon qui, comme président de la Maison de jeunes, avait prêté le local à la campagne, a été relaxé.

Rappelons que le jour de l'audience correctionnelle le 10 mars, la présidence avait prononcé le huis-clos total (très rare) et qu'une manifestation de plus de 3 000 personnes, composée surtout d'éducateurs de toute la France, avait eu lieu pour exiger la relaxe, aux mots d'ordre de :

« Nous ne serons pas les flics de la jeunesse populaire ! » ; « éducateur oui ! indicateur non ! » ; « Nous ne serons pas les sparadraps du capital ».

Le 6 avril au soir, un meeting a rassemblé plus de 200 personnes à l'appel du Comité de soutien.

Le porte-parole du Collectif national prévention a souligné le fait que cette histoire de préservatifs n'était qu'un prétexte : « ce procès politique, à une époque de crise du capitalisme qui voit la montée des luttes populaires, est un règlement de compte entre l'appareil répressif de la bourgeoisie et une équipe de prévention éducative qui refuse le rôle qu'on veut lui faire jouer d'encadreur et de délateur de la jeunesse populaire (nombreux reproches antérieurs pour n'avoir pas collaboré assez avec les flics pour disperser les bandes de quartiers notamment).

« Une menace pèse sur l'association employant ces éducateurs puisque aucun des salaires de mars n'a encore été versé et que des signes établissent qu'elle est étroit du très réactionnaire Conseil général de Loire-Atlantique. Cela amorce la

liquidation de l'éducation préventive qui aurait refusé ce pour quoi elle était créée, pour laisser la place complète à l'appareil policier (pratique de flicage où un flic en civil connaît tout le monde dans le quartier).

Dans le débat qui suivit, malgré quelques défaitistes pour qui toute mobilisation de masse est dangereuse, tous refusaient le verdict de la bourgeoisie et conseillaient aux éducateurs de faire appel tout en soulignant que la seule défense judiciaire possible et efficace pour le peuple, face à une justice de classe, c'est la mobilisation de masse.

De jour en jour d'ailleurs cette mobilisation s'élargit et les demandes d'inculpation pour le même motif, les messages de soutien de toute provenance, affluent.

Il a été décidé de mettre sur pied des commissions sur les thèmes « délinquance, justice des mineurs et travail social », « sexualité et ordre moral », préparant à un vaste forum les 8 et 9 mai prochains à Nantes.

Voilà une lutte qui illustre bien la volonté de notre peuple de résister à la fasciation.

Cercle Baena de Nantes de la JCMFLF



informations générales

A propos de la suspension de 4 médecins dans l'Ouest

Les relents pétainistes du Conseil de l'ordre

De notre correspondant.

«Le conseil de l'ordre régional des médecins veut interdire à 4 médecins - trois de Rennes et un de Vannes - le droit d'exercer leur profession parce qu'ils s'opposent à cette organisation réactionnaire et qu'ils refusent de payer leurs cotisations.»

Depuis plusieurs mois, une procédure a été engagée par le conseil de l'ordre contre ces quatre médecins. Ils avaient été d'abord convoqués à Rennes mais la réunion du conseil de l'ordre avait dû être annulée en raison d'une manifestation qui se déroulait devant le siège du conseil de l'ordre.

Ces messieurs n'ont évidemment pas apprécié ce genre d'actions d'autant qu'ils tiennent avant tout à ce que tout se passe en famille, en dehors de l'opinion publique et des travailleurs.

Les trois médecins de Rennes n'ont pas encore reçu officiellement notification de leur condamnation. Ils recevraient dit-on 3 mois de suspension d'exercer leur profession. Par contre, à Vannes, le docteur Périès, responsable du service de pédiatrie a été récemment informé qu'il serait suspendu pendant un an. Pour l'instant il continue à travailler dans son service. Voyons les faits.

Cette sanction particulièrement lourde vise en fait à frapper un médecin qui a osé se dresser contre l'ordre établi, celui du profit dans le secteur santé, sur le dos des malades et des travailleurs. Le docteur Périès mène en effet avec d'autres médecins du centre hospitalier une lutte très dure contre une véritable mafia qui jusqu'à maintenant entendait multiplier les profits dans le secteur privé (cliniques) et tout faire pour que l'hôpital ne se développe pas. Pour cela, ils avaient su en plus de leurs activités dans les cliniques, prendre divers services de l'hôpital à mi-temps ce qui leur permettait de faire le tri entre les clients rentables pour les cliniques et les «pauvres».

Les choses ont changé depuis un certain temps puisque plusieurs médecins du privé ont dû quitter l'hôpital et ont été remplacés par des médecins à plein temps. De plus de nouveaux services ont été créés, ce qui inquiète quelque peu ceux qui redoutent de voir leur

port aux grossesses non désirées et qui ont permis à l'hôpital de Vannes d'être un des premiers hôpitaux de la région à mettre en place, dans des conditions souvent difficiles un centre d'orthogénie. La riposte des médecins réactionnaires satisfaits de leur hypocrisie et leur mépris envers les femmes, ne s'est pas faite attendre puisque les médecins hospitaliers qui ont pratiqué des interruptions de grossesse se sont vus traités d'assassins, d'avorteurs. On a même essayé de faire un «blocus» vis-à-vis des médecins attaqués en faisant tout pour leur envoyer le moins de malades possible.

D'autres raisons expliquent aussi l'acharnement à vouloir réprimer les médecins qui osent dénoncer cette médecine du profit. Ils sont en effet de plus en plus nombreux ceux qui dénoncent les scandaleux profits des laboratoires pharmaceutiques. Ils sont aussi de plus en plus nombreux ceux qui refusent de faire de la médecine au rendement, ce qui consiste à voir le maximum de gens dans une journée en leur consacrant le minimum de temps et cela bien sûr au détriment du malade. Le docteur Périès est un de ces médecins hospitaliers qui sont des salariés et qui n'ont pas voulu faire de la clientèle privée dans le cadre de leur service comme la loi les y autorise. Cela ne plaît pas du tout, cela gêne ces messieurs qui ne cessent de vanter les «mérites» de la médecine libérale. Le seul mérite est que cela leur rapporte gros. Ils n'apprécient pas non plus qu'on rappelle les origines de leur conseil de

l'ordre fondé par le collaborateur Pétain en 1940 au moment de l'occupation nazie. Le conseil de l'ordre est en fait un des piliers de la bourgeoisie qui s'est toujours opposé aux transformations dans le secteur santé. Le conseil de l'ordre s'est opposé à la création et au développement de la Sécurité sociale. Il n'a rien fait pour la contraception et s'est violemment opposé à la loi sur l'interruption de grossesse. Par contre lorsqu'il s'agit d'aider les patrons pour faire des contrôles à domicile pour limiter les congés maladies, il en approuve le principe. Quant à la prévention des maladies et des accidents, cela ne les intéresse pas, ils risqueraient d'avoir moins de clients.

La lutte des médecins qui s'opposent à cet organisme réactionnaire est donc importante. Ils ont raison de demander la suppression de ce conseil qui a des pouvoirs énormes : obligation de payer sa cotisation, droit de juger les médecins et de les suspendre, droit de s'opposer à une médecine qui ne soit pas celle du profit mais une médecine au service des travailleurs. Nous pensons, nous, marxistes-léninistes, à l'exemple des réalisations de Chine populaire et d'Albanie qu'une telle médecine ne sera possible qu'après le renversement du système capitaliste. Dans l'immédiat, de telles luttes sont progressistes. Elles doivent bénéficier de la solidarité des travailleurs qui sont les premiers concernés par la maladie, les accidents du travail et les premières victimes du profit faits par les médecins réactionnaires.

A tous nos lecteurs et diffuseurs PARUTION D'UN NUMERO SPECIAL DE L'«HUMANITE ROUGE» POUR LE 1er MAI

Le numéro du jeudi 29 avril de notre journal, daté du 30 sera un numéro spécial portant sur le 1er Mai. Particulièrement riche de contenu, il paraîtra en 8 pages de grand format (voir le format de «La Faucille» spécial viticulteurs).

Les 4 pages intérieures de ce numéro spécial comporteront notamment une interview de notre directeur politique, Jacques Jurquet, ainsi que des articles portant sur les transformations dans les luttes ouvrières et populaires depuis 1968, la classe ouvrière dans les pays capitalistes, la classe ouvrière dans les deux super-puissances, le nouveau visage du monde (l'édification socialiste dans les pays de dictature du prolétariat), ce que fut réellement le Front populaire, etc.

Étant donné l'intérêt politique de ces quatre pages et la demande de nombreux diffuseurs de disposer d'un matériel d'agitation suffisamment tôt avant le 1er Mai, un tirage à part en sera fait dès le 26 avril à l'intention uniquement de la diffusion militante.

Le service d'administration de notre quotidien recommande à tous les cercles de diffusion et aux lecteurs isolés de préparer une diffusion exceptionnelle de notre journal à l'occasion du 1er Mai et de passer dès maintenant leurs commandes supplémentaires tant pour les 4 pages tirées à part que pour l'édition de 8 pages grand format du jeudi 29 avril, datée du vendredi 30 avril.

Nous signalons enfin que le journal du 29 avril, en date du vendredi 30, sera le dernier numéro de la semaine.

L'Humanité Rouge

MANIFESTE

«L'ordre des médecins, malgré la tentative publicitaire de ses assises nationales, continue à bloquer tout débat réel sur les problèmes de santé en France, comme il l'a fait pour la contraception, l'avortement, la médecine de groupe, la médecine du travail, etc.»

«Plus de mille médecins ont signé, il y a un an, un manifeste demandant sa suppression. Ils ont affirmé qu'ils ne se reconnaissent plus dans cette institution corporatiste, oligarchique, imposée à l'ensemble des médecins et pesant lourdement sur leur pratique quotidienne, et qu'ils refusaient désormais de lui payer une cotisation.»

«Aujourd'hui, l'ordre prend prétexte de ce refus pour interdire à des médecins généralistes à des hospitaliers l'exercice de leur profession par des mesures de suspension et de radiation.»

«Les médecins soussignés - professeurs, maîtres de conférences agrégés et chefs de service des hôpitaux - demandent la disparition de l'ordre des médecins et affirment leur intention de soutenir par tous leurs moyens leurs confrères radiés, suspendus ou menacés. Ils attirent l'attention de l'opinion publique sur le caractère exorbitant et scandaleux de ces sanctions, prises à l'encontre de praticiens isolés et vulnérables, dont ni la compétence, ni l'honnêteté ne sont en cause.»

monopole entamé par le développement de l'hôpital.

Il faut bien savoir que dans notre région il existe une véritable organisation pour faire un profit maximum sur le dos des travailleurs. Premier temps de l'opération, votre médecin dit de famille vous expédie de préférence vers une clinique, vers les centres de radio et les laboratoires du secteur privé. Il faut dire qu'il est intéressé à l'affaire puisqu'il touche une commission, dans la plupart des cas, ceci bien sûr très discrètement. Deuxième temps, arrivé en clinique, vous pouvez vite constater que si on fait quel-

Dénoncer, s'opposer à tout ce système protégé et défendu par le conseil de l'ordre c'est bien sûr s'attaquer à des gens puissants qui entendent bien conserver à tout prix leurs privilèges.

La loi sur l'interruption de grossesse a été aussi l'occasion d'un affrontement violent entre les partisans de l'ordre établi et les quelques médecins qui ont osé développer la contraception et appliquer la loi. Dans notre région assez conservatrice, ce sont des choses que l'on ne pardonne pas. Le docteur Périès a justement été un de ceux qui ont pris leurs responsabilités par rap-

QUATRE HEURES POUR L'ESPAGNE A BORDEAUX

A l'occasion du 45ème anniversaire de la République espagnole

SAMEDI 10 AVRIL SALLE QUINTIN-LOUCHEUR BUS 26 - EN FACE DE CHATEAU-PICON DE 16 H A 20 H

Organisé par le comité 45ème anniversaire de la République et soutenu par l'Humanité-Rouge, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste).

GRAND MEETING DE SOUTIEN A LA JEUNESSE PALESTINIENNE EN LUTTE



Le vendredi 16 avril à 20 h 30 Palais de la Mutualité 24 Rue Saint-Victor - Paris Vè (métro Maubert-Mutualité)

A L'APPEL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE AVEC LA PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGATION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS PALESTINIENS ET LE SOUTIEN DE L'HUMANITÉ ROUGE

A l'occasion de cet important meeting, un numéro spécial de «La jeune garde rouge», organe central de la JCMLF, vient de paraître.

Passez vos commandes à «l'Humanité-Rouge» BP 61-75861 Paris Cedex 18 en précisant «pour la Jeune garde rouge».

Aux camarades de la région parisienne, nous rappelons qu'une affiche et un tract d'appel au meeting ont été tirés et qu'ils sont disponibles à «l'Humanité-Rouge».



culturel

Au 13e Festival international d'art contemporain de Royan

«Rupture», un film pour la Chine comme pour nous

QUI EXERCE LA DICTATURE SUR QUI ? (2)

Même un fils de paysan pauvre qui a souffert de la faim dans son enfance peut changer complètement après être entré dans une telle université. Lunettes à montures noires, chaussures de cuir bien cirées, l'un d'eux ne trouve rien d'autre à dire à sa mère qui lui offre une paire de sandales de toile : «Oh ! Mais c'est bon pour un paysan !» Il en est venu à oublier que lui-même est originaire d'un petit village de montagne, disant : «Maintenant que je suis quelqu'un d'instruit, tu ne t'imagines

rien»-on ne tient pas compte du caractère saisonnier des cultures ; au moment de la récolte on parle du trempage et au moment du trempage on parle de récolte...

Dans le cours de pédologie on n'étudie pas les sols rouges de la région, mais les «terres noires» que l'on trouve à l'étranger...

La méthode d'enseignement c'est le gavage, on introduit tout ce qu'on peut dans la classe, et plus ça va et plus les étudiants ont les idées confuses. Mais les professeurs considèrent que

cerveaux pleins à ras bord de points de vue bourgeois.

Pour abolir cette coupure entre théorie et pratique, Long mobilise les élèves et les professeurs en leur disant de quitter les murs de leurs petites salles de classe, pour aller dans l'immense amphithéâtre qu'est la campagne.

En définitive, dans le domaine de l'enseignement, pour savoir qui exerce la dictature sur qui, il faut considérer d'après les critères de quelle classe on va organiser l'école pour former la nouvelle génération !

Mais le responsable Long répond très justement «les anéantir ? Mais sais-tu où sont les forces de l'ennemi ? En fait on ne le sait pas et pas mal de façons d'agir dans notre école viennent de là. Cela montre bien que si on veut anéantir l'ennemi il faut le connaître. Ce désir de «lancer 10 000 bombes» est évidemment louable mais si on ne connaît pas les bases de l'ennemi on ne fera que tirer des «balles blanches».

Aujourd'hui grâce à la Révolution culturelle, la situation sur le front de l'enseignement est dans l'ensemble très bonne. Mais les vagues de la tempête ne sont pas encore apaisées. Remettant en cause la révolution dans l'enseignement, certains dans les milieux de l'enseignement n'entendent pas le même air que Zao Zhong-he ? C'est pourquoi il faut non seulement mener la lutte avec courage mais de plus utiliser le marxisme-léninisme comme une arme permettant de mettre au clair les véritables tenants et aboutissants de toutes les calomnies qui ont été répandues.

Li Jin-feng, Jiang Da-nian et 15 autres étudiants sont donc renvoyés.

Jiang Da-nian, retenant ses larmes, attrape ses affaires et s'en va... Est-ce qu'il veut s'en aller ? Non ! Lui qui depuis son enfance frappe sur l'enclume dans la petite forge de son village, et qui au moment du recrutement, avec des mains tremblantes a sorti de sa blouse le dessin d'un tracteur pour montrer ce qu'il veut apprendre, a vraiment la capacité d'étudier ! Il est tellement désireux d'édifier une nouvelle campagne socialiste !

A l'intérieur de cette université il y a toutes sortes de choses bizarres qui l'indignent :

— Pourquoi ses frères ouvriers et paysans, avec leur bas niveau culturel, ne présentent-ils pas les qualités requises pour entrer à l'université. Pourquoi pendant les cours parle-t-on de la «queue du cheval» et non de la tête du buffle ? Pourquoi Zao Zhong-he trouve-t-il que les étudiants ouvriers et paysans «sont insuffisants» et veut-il à tout prix les éliminer ?

Aussi quand il est renvoyé et qu'il repasse la porte, l'indignation de Jiang Da-nian est-elle à son comble.

En partant il exprime son opposition, sa révolte face à

«moins on comprend et plus les questions que l'on pose sont profondes». Ils veulent un ordre fondé sur la normalisation et ils croient que c'est seulement de cette façon que l'on arrivera à la véritable science.

Mais dans tout cela, est-ce qu'on peut trouver de la «science» ? Non ! Il y a longtemps que le marxisme nous a montré que «le point de vue de la pratique est premier et fondamental dans la théorie de la connaissance matérialiste dialectique».

C'est seulement au tableau noir que Zao et ses semblables construisent des machines et c'est dans les livres qu'ils sèment le riz. Ils vont d'un livre à l'autre, de théorie en théorie ; c'est enfermer hermétiquement les étudiants dans leur salle de classe, comme à l'intérieur d'une boîte de conserve ; c'est vouloir faire peser sur eux l'oppression, tel un gros tas de foin ou de sésame pourri ; c'est vouloir les tenir à l'écart de la réalité des trois grands mouvements révolutionnaires. Les étudiants formés de cette façon ne sont guère plus que des «rats de bibliothèque», aux

Pour Zao, les critères c'est «la bonne note» et «la pertinence des réponses» ; à partir de ces éléments d'évaluation bourgeois, il utilise les examens comme autant d'attaques contre les étudiants.

En effet, pourquoi Li Jin-feng et une dizaine d'autres étudiants sont-ils renvoyés d'université ? «parce qu'ils ont rendu une feuille blanche : voilà la réponse de Zao et des autres. En effet la feuille que Li Jin-feng et ses camarade, partis toute la nuit pour aider l'équipe voisine à sauver sa récolte menacée, ont rendu feuille vierge ne comportant même pas la moitié d'un caractère, c'est bien une «feuille blanche» : le mot correspond tout à fait à la chose ! Mais quand le vieux paysan, délégué par l'équipe, sort de sa veste une grande lettre de remerciement sur papier rouge, il dit avec émotion et gravité : «c'est une feuille rouge !»

Pour lutter contre une manifestation quelconque de la ligne bourgeoise, quel qu'un propose à un certain moment de «faire éclater 10 000 bombes pour les anéantir complètement».

Mon expérience de vieux communiste

Extraits des débats avec Joris Ivens

Question d'une spectatrice après la projection du film «400 millions» (de Ivens) : En quoi réside la force des peuples d'Asie du Sud-Est, de Chine ? Pourquoi ces peuples réussissent-ils vraiment ?

Ji : «J'ai vu au Viet Nam et en Chine une grande force dans le peuple. Le parti s'y appuie sur les masses. En Chine, avec la Révolution culturelle il y a eu une grande union entre le parti et les masses. La confiance a été rétablie entre le parti et les masses.

C'est l'application vivante du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung qui continue. Au contraire, le pouvoir peut être utilisé pour retourner en arrière. Je suis allé en Chine en 65, puis en 71. J'ai vu de grandes différences dans les relations entre les gens, j'ai vu un socialisme en marche. En URSS, c'est pire que bloqué. C'est mon expérience de vieux communiste. Un pays socialiste peut glisser dans le capitalisme et pire que ça... on a un grand exemple de cela... En Chine, on a pas peur de la lutte de ligne, car elle pousse en avant.

J'ai été longtemps en Chine et les 12 heures de film (Yukong) sont ma meilleure réponse.

A propos de «Comment Yukong déplaça les montagnes» et «Un peuple et ses fusils».

«Quand on fait un film il faut savoir qui parle, de quel côté, à qui on parle et ce qu'on veut atteindre. La guerre populaire au Laos était inconnue, c'était un film plus directement militant. Ce n'est pas que je sois optimiste, mais je montre les forces réelles, qui se développent. Dans le présent le futur est toujours inclus, il faut le montrer. Sur la Chine, c'est le silence de la presse révisionniste mais aussi des mensonges.

On cherche un très grand public, à s'adresser à des millions de gens (par la TV, pas seulement en France, au Japon, en Italie, etc.).

On veut montrer la vie quotidienne, comment la politique entre dans la vie des gens. Pas par en haut, mais comment la base intervient.

Dans ces films documentaires, où tu parles de la vie du peuple, de la guerre, de la paix, il faut essayer d'avoir les plus hautes qualités artistiques, il faut donner tout son talent.

Même la presse réactionnaire voit qu'il s'agit de quelque chose de sérieux.

Avec ces films, on peut se faire nous-mêmes une idée sur la Chine. On écoute les Chinois, on découvre des contradictions. Ce n'est pas Ivens qui le dit, c'est le peuple lui-même qui le dit. C'est votre dialogue avec le peuple chinois. Le metteur en scène se retire d'une certaine manière. Il y a deux pages de commentaires là où il y en aurait 20 d'habitude...»

Que pensez-vous du film d'Antonioni «La Chine» ?

C'est ennuyeux de répondre à «qu'est-ce que tu penses de ton collègue».

Oui, il pense le contraire de moi, il pense qu'il est impossible de communiquer...

Mais formellement il a contribué au développement du cinéma.

Je suis le contraire idéologiquement, l'autre pôle. En Chine, c'est un sens du collectif qui naît, développer l'individu dans le collectif. Donc Antonioni n'a rien compris et il donne une fausse image des Chinois. C'est un voyeur, il s'impose brutalement avec ses caméras. Aussi les Chinois semblent étranges. C'est un film de surface.

La question clé c'est : «au service de qui on fait le cinéma».

Propos recueillis en substance.



On placarde des dazibao expliquant les acquis de la Révolution culturelle.

pas que je vais retourner là-bas !»

Ces exemples montrent bien que si on suivait le modèle de Zao, les étudiants, dès leur entrée à l'université, seraient dévorés un par un par l'enseignement bourgeois. Ils se transformeraient et deviendraient de zélés successeurs de la bourgeoisie.

La lutte n'existe pas seulement au moment de la fondation de l'université mais aussi quand il s'agit de savoir quelle voie on va suivre dans l'enseignement. Est-ce qu'on va enseigner à portes ouvertes ou à portes fermées ? Zao et ses pareils s'engagent sur la voie qu'ont toujours suivie toutes les classes exploiteuses de l'histoire, la voie de la porte fermée.

Dans la section élevage de l'école, située au cœur des montagnes du Jiang Xi, les professeurs ne parlent pas du porc et du buffle que l'on voit partout. Non ! Fermant la porte sur l'extérieur, ils parlent très savamment de «la fonction de la queue du buffle», non, de l-a-q-u-e-u-e-d-u-c-h-e-v-a-l. Absurde et risible, non ?

Dans la section «agrono-

la ligne révisionniste dans l'enseignement. Mais pourtant ce n'est pas résoudre la question et d'ailleurs cela ne va-t-il pas laisser le champ libre aux agissements de Zao et des siens ? Leur but, finalement, n'est-il pas de chasser les étudiants comme Jiang Da-nian ? C'est pourquoi quand celui-

ci s'en va, un autre étudiant s'écrit : «Da-nian, ne t'en va pas ! Il faut lutter contre eux !» «Ne t'en va pas ! C'est très juste. Quant à lutter il faut non seulement oser lutter contre cette ligne révisionniste dans l'enseignement, mais aussi savoir lutter.

L'Humanité Rouge

document

La critique de Teng Siao-ping

Critique de l'impénitent responsable engagé dans la voie capitaliste

Appliquant le plan stratégique du président Mao, l'université Tsinghoua mène un débat révolutionnaire de masse qui progresse à pas victorieux. Enseignants, étudiants, employés et ouvriers concentrent leurs critiques sur le responsable qui, engagé dans la voie capitaliste, a refusé de s'amender, a persévéré dans sa ligne révisionniste et a dénigré la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

L'année dernière, au printemps, après la publication de l'importante directive du président Mao sur l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat, le Parti, l'armée et le peuple dans leur totalité se sont mis consciencieusement à son étude, ont critiqué le droit bourgeois et le révisionnisme, ce qui les a rendus plus vigilants devant l'éventualité de la venue au pouvoir de gens comme Lin Biao. Le responsable du Parti, engagé dans la voie capitaliste et qui refuse de s'amender, a lancé à la hâte un programme révisionniste intitulé «prendre les trois directives comme axe», ceci afin de supposer à la ligne révolutionnaire et prolétarienne du président Mao. Par ce programme, politiquement il nie la directive permanente du président Mao appelant à prendre pour axe la lutte de classes, dans sa vaine tentative pour modifier la ligne fondamentale de notre parti ; dans le domaine de la théorie, il a voulu colporter celle de l'extinction de la lutte de classes et celle des forces productives ; pour ce qui est de l'organisation, il a rassemblé autour de son programme des responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste et impénitents, il a remis en cause les conclusions de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, avec laquelle il voulait en découdre, et s'est lancé dans une attaque frénétique contre le prolétariat. Son crime était de poursuivre la ligne révisionniste et contre-révolutionnaire préconisée par Liou Chao-chi et Lin Biao, et de ramener le capitalisme.

Voilà comment s'est levé ce vent déviationniste de droite, qui voulait remettre en cause les conclusions justes et retourner vers le passé. Dirigés et stimulés par ce dirigeant, d'autres responsables du Parti, aussi engagés dans la voie capitaliste, ont lancé contre le prolétariat — dans l'enseignement, la science et la technique — des représailles et des contre-attaques de plus en plus éperdues.

Ces faits tangibles ont montré aux enseignants et aux étudiants révolutionnaires combien il était nécessaire de dénoncer, de critiquer ce responsable. Si on ne le faisait pas, on ne pourrait pas repousser les attaques forcées de la bourgeoisie contre le prolétariat, ni atteindre le rêve de cet irréductible — restaurer le capitalisme.

Le comité du Parti pour l'université Tsinghoua a compris que c'était sa son instigation que quelques personnes de l'université avaient lancé une attaque contre le prolétariat.

Après s'être rendu maître de ces tentatives, après les avoir critiquées, on a du même coup fait démarrer la lutte pour repousser le vent déviationniste de droite. Suivant strictement la stratégie du président Mao, et sous la direction de leur comité du Parti et de ses ramifications, enseignants, étudiants, employés et ouvriers révolutionnaires ont porté cette lutte sur le plan de la dénonciation et de la critique du responsable du Parti engagé dans la voie capitaliste et non repent.

Au cours de cette grande critique, tous, en même temps qu'ils menaient concrètement la lutte de classes, se sont mis à une étude consciencieuse de la théorie marxiste-léniniste de la dictature du prolétariat, exposée par le président Mao ; et en discutant l'on s'est demandé : que signifie «ces responsables qui, dans le Parti, sont engagés sur la voie capitaliste», et sur quelle position de classe s'appuient-ils ?

Dans la «circulaire» du 16 mai 1966, le président Mao disait :

«Les représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le Parti, dans le gouvernement, dans l'armée et dans les différents secteurs du domaine culturel constituent un ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires. Si l'occasion s'en présentait, ils arracheraient le pouvoir et transformeraient la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie. Certains de ces gens-là ont été percés à jour par nous, d'autres ne le sont pas encore. D'aucuns bénéficient maintenant de notre confiance et sont formés pour être nos successeurs, par exemple les individus du genre Khrouchtchev ; ils se trouvent à présent au milieu de nous. Les comités du Parti à tous les échelons doivent prêter à ce point une attention suffisante.»

Ceux dont parlait le président Mao sont en effet les responsables qui, au sein du Parti, sont engagés dans la voie capitaliste, et qui, une fois au pouvoir, prendront la voie capitaliste et non celle du socialisme. Personnages des plus dangereux qui tentent de subvertir la dictature du prolétariat. Qu'ils persévèrent dans le chemin qu'ils ont pris, c'est un phénomène social que l'on retrouvera longtemps, aussi longtemps que durera la période historique du socialisme — c'est une loi objective de la lutte de classes. Par conséquent, au cours de toute cette période, la contradiction principale demeurera celle qui divise le prolétariat et la bourgeoisie, de même que le danger principal réside dans le



La classe ouvrière acclame le président Mao.

révisionnisme, que la révolution a pour adversaire la bourgeoisie, et surtout les responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste. Il nous faut donc nous rendre compte de l'existence de la bourgeoisie dans la société, et surtout au sein du Parti ; et nous devons particulièrement veiller à la présence de personnages du genre Khrouchtchev pour les empêcher d'usurper la direction du Parti et de l'État.

D'innombrables faits ont montré, à travers la Grande Révolution culturelle prolétarienne, puis au cours de la lutte actuelle pour repousser le vent déviationniste de droite qui cherche à remettre en cause les conclusions justes, que parmi les responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste, certains sont des étrangers au prolétariat infiltrés dans les rangs révolutionnaires, d'autres des démocrates bourgeois ou petit-bourgeois. Durant la période de révolution démocratique, ces gens-là ont participé plus ou moins activement à la lutte contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique ; mais une fois la révolution parvenue au stade socialiste, et lorsqu'elle s'est mise en mouvement, certains d'entre eux en sont restés à l'étape précédente. Ils n'étaient pas d'accord avec la collectivisation de l'agriculture ni avec la lutte contre la bourgeoisie ; ils n'y sont même parfois opposés. Et en même temps que grandissent leurs fonctions et leur position, gonflent leurs conceptions bourgeoises. Pour défendre leur droit bourgeois, ils ne veulent plus alors avancer, ils reculent même, ils contrent la révolution. La Grande Révolution culturelle prolétarienne les a à la fois mécontentés et leur a donné un désir de revanche. Leurs droits sont un privilège sacré dont ils ne peuvent se défaire — d'où ce mécontentement des critiques à ce sujet, et même leur

opposition. En fait, ils n'ont jamais été des révolutionnaires prolétariens ni des marxistes, mais simplement là pour faire un bout de route avec le Parti. Leur programme n'a jamais été communiste, mais bourgeois.

Ce responsable du Parti, engagé dans la voie capitaliste mais qui refuse de s'amender, n'est qu'un de ces démocrates bourgeois. Compère de Liou Chao-chi pendant les dix-sept ans qui ont précédé la Grande Révolution culturelle, il a mené avec lui cette ligne révisionniste, il s'est constamment opposé à la doctrine marxiste de la lutte de classes, il s'est lancé dans le révisionnisme, et il représente les intérêts de la bourgeoisie, l'ancienne comme la nouvelle. Au cours de la Grande Révolution culturelle, le Parti et les masses révolutionnaires ont dénoncé ses positions, puis l'ont critiqué et aidé enfin à se racheter. Verbalement il n'allait «plus remettre en cause les conclusions établies», mais dans ses actes, aussitôt remis en selle, il les a bel et bien remises en cause partout, et s'est efforcé de relancer le révisionnisme.

Les enseignants et les étudiants de l'université Tsinghoua se sont demandés ce qu'il fallait faire s'il allait dans cette voie. La Grande Révolution culturelle a largement enrichi notre expérience pour mobiliser les masses, leur faire reconnaître et critiquer le révisionnisme. Et puisqu'il le pratique, malgré sa haute position et toute son ancienneté, censurons-le. Car si nous le laissons faire, c'est le retour au capitalisme, solution inacceptable. La politique du Parti formulée par le président Mao est et demeure : «Tirer la leçon des erreurs passées pour éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme». Nous ferons donc comme durant la Grande Révolution culturelle, nous le blâmerons, nous l'aiderons, et nous verrons à nouveau comment il se comporte.